

# POINT DE VUE

LA TRIBUNE DE L'UIMM

JUILLET 2014

## PEUT MIEUX FAIRE !

La France est ébranlée. La défiance et l'exaspération sont désormais palpables dans nos campagnes et dans nos villes. Pour les uns, c'est une crise politique qui ne remet pas en cause les fondements de nos institutions. L'asthénie persistante de l'économie, la crue ininterrompue du chômage et nos difficultés à réformer ce qui doit l'être, expliquent ce passage difficile. Pour les autres, c'est une crise de régime d'une exceptionnelle gravité dont nous mesurons mal les conséquences prochaines.

Il serait sans doute abusif de « calquer » notre situation actuelle sur celle des années 30. Pourtant, l'Histoire est souvent mutine... Ce n'est pas sur le budget que le gouvernement Herriot est renversé, mais sur une question où interfèrent finance et politique extérieure : le paiement de la fraction venue à échéance des dettes envers les États-Unis. Et c'est bien d'une « affaire d'État » dont il s'agit, entre nos deux pays, dans le contentieux BNP Paribas. Le retour de l'instabilité gouvernementale et l'absence de majorité irritent l'opinion, et accréditent l'idée que les institutions ne sont plus adaptées aux problèmes de l'heure. Avons-nous, sur ces différents points, notablement progressé ? Les situations sont-elles si différentes ? L'antiparlementarisme, qui ne fait jamais que sommeiller, retrouve une vigueur renouvelée. Avons-nous changé ? Que nenni si l'on en croit les enquêtes d'opinion ! Les mêmes causes produisant, en politique comme en physique, les mêmes effets, l'intensité de la crise et l'acrimonie sociale relancent un phénomène qui en est comme le corollaire dans l'histoire de la République, car il exprime l'aspiration à un gouvernement fort et respecté : les ligueurs. Un gouvernement fort et respecté fait-il songer, dans l'inconscient collectif, à un parti politique en 2014... ? Dans les premières semaines de 1934, le feu sera mis aux poudres par un scandale politico-financier : l'Affaire Stavisky. Piètre scandale comparé à Panama. Et pourtant, c'est celui qui eut sur le régime les conséquences les plus graves jusqu'à provoquer une soirée d'émeutes et ébranler la République. Il ne faut pas être grand clerc pour imaginer que telle ou telle affaire aujourd'hui pourrait avoir d'égales conséquences. C'est bien dans les deux cas, le processus cumulatif qui accrédite, dans beaucoup d'esprit,

la conviction que le régime est « pourri ». Bref, il est temps de se reprendre si nous voulons éviter l'atmosphère d'émeute qui s'empara de la place de la Concorde, un certain 6 février 1934. Au matin du 7 février, Daladier démissionnera...

### I. UN CONTINENT AFFAIBLI

Oui, grand temps de se reprendre d'autant que la croissance mondiale, dont nous dépendons beaucoup, donne quelques signes de ralentissement, notamment dans les grandes économies émergentes. Le Brésil, la Chine et l'Inde, et dans une moindre proportion la Russie, pâtissent d'une série d'indicateurs conjoncturels médiocres. Il est vrai que le premier, qui accueille la Coupe du monde de football, est confronté à d'importants mouvements sociaux ; la croissance, dans la seconde, est en deçà des espoirs des groupes étrangers implantés dans l'Empire du Milieu et le gouvernement de Narendra Modi est déjà sous pression. C'est dire que chacun attend, non sans impatience, les derniers chiffres concernant, tant la consommation des ménages que l'activité et l'investissement des entreprises en Amérique du Nord sur lesquels reposent les espoirs de reprise. Ce n'est, en effet, pas dans la zone euro qu'il faudra venir chercher d'efficaces relais de croissance. Miné par le chômage et l'euro fort, le Continent peine à surmonter ses problèmes structurels qui pénalisent la compétitivité de l'ensemble, et pèsent sur la confiance des différents acteurs. Pis, ce climat entraîne la méfiance d'une opinion, naturellement rétive à l'encontre d'un aréopage bruxellois qu'elle soupçonne de tous les maux. Il faut aussi le reconnaître, et la campagne des dernières élections européennes est, à cet égard, parlante, nous ne savons pas partager ce destin politique, expliquer la nature même de notre Union, et fédérer les bonnes volontés. Une Europe politique ne saurait se construire contre les pays, mais avec eux, leurs curiosités et leurs talents. Comme le soulignait Jacques Le Goff, l'idée d'un espace européen commun a gagné du terrain au XV<sup>e</sup> siècle, en même temps que l'avènement des royaumes de France et d'Angleterre : « *L'Europe est dès sa naissance, une « fédération » de royaumes* ». Nous ne le savons pas ou peu, mais la

construction de l'Union en 2014 s'inscrit dans le droit fil de cette très longue histoire. Qu'avons-nous donc besoin aujourd'hui ? D'une confiance retrouvée ! D'une forte compétitivité ! De ménages qui consomment ! D'entreprises qui innovent et investissent ! De politiques responsables qui nous expliquent les enjeux du siècle, et la nature « politique » d'un vaste ensemble devenu, que cela plaise ou non, un acteur géopolitique de premier plan. De rêver enfin, car chacun sait que l'homme ne peut vivre et prospérer sans cela. L'occasion de rappeler que les récentes mesures prévues par Mario Draghi, le Président de la Bce, vont dans ce sens : « *We aren't finished here* ». Comprendre : nous avons encore d'autres mesures dans notre besace pour contrer l'inflation basse qui obère la croissance et handicape l'avenir.

## II. LES FEUX NE SONT PAS LOIN DU ROUGE

C'est bien « la » question que les Français se posent aujourd'hui : avons-nous, dans notre besace, quelques recettes de nature à faire repartir la machine « France ». De fait, l'économie semble lentement glisser le long d'une pente sans nulles accroches visibles. Le moral des ménages, comme celui des chefs d'entreprise, s'en ressent. La croissance va rester faible au deuxième trimestre – le PIB ne devrait progresser que de 0,7 % cette année, selon l'INSEE –, et le noir tableau du chômage voile l'horizon d'un pays confronté au doute. Le seuil du demi-million de chômeurs supplémentaire depuis le début du quinquennat approche à grands pas. Tout aussi inquiétant : deux rapports rendus publics, mercredi 28 mai par la Cour des comptes et le Haut conseil des finances publiques qui sonnent l'alarme sur l'état des finances publiques et la capacité du gouvernement à tenir ses engagements. De moindres recettes fiscales fragilisent la politique de ce dernier, et remettent en cause le plan de redressement budgétaire sur les prochaines années. Dans un registre qui n'appartient qu'à elle, la Cour rappelle que « *l'analyse de l'exécution budgétaire en 2013 permet d'identifier plusieurs risques financiers pour l'exercice 2014 et suivants* ». Autrement dit, il existe un doute sérieux sur la bonne tenue du budget de l'État cette année. Pis, elle précise que « *l'écart entre prévision et exécution, sur l'évolution spontanée des recettes fiscales, souligne le manque de prudence de la loi de finances initiale et peut soulever une interrogation au regard de la sincérité de cette dernière* ». Sincérité, le mot est lâché, et tinte sans doute très étrangement aux oreilles de ces investisseurs qui continuent à

nous faire confiance. Afin de nous laisser le bénéfice du doute, la Commission qui rendait quelques jours après ses recommandations sur les réformes budgétaires et structurelles des pays membres, nous adressait une mention « passable ». En somme, efforts encourageants, doit persévérer, peut mieux faire. Bien sûr, Bruxelles n'a nulle envie de « dicter » sa politique à quiconque, et nul besoin d'affaiblir davantage le gouvernement socialiste. Bien sûr, ni les sanctions, ni les remontrances ne sont à l'ordre du jour alors même que sont mis en avant les efforts entrepris afin de réduire les déficits. Pour autant, il faut savoir lire entre les lignes pour comprendre l'inquiétude de la Commission.

Rappel des faits. Les mesures envisagées sont-elles de nature à combler le préoccupant fossé entre la France et l'Allemagne ? Vont-elles permettre de réduire suffisamment les déficits publics ? Des efforts supplémentaires, ne sont-ils pas d'ores et déjà nécessaires pour 2014 ? À cet égard, est-il bien raisonnable de privilégier l'arme « coûteuse » des emplois d'avenir dont chacun sait l'efficacité relative... alors que de nombreux exemples étrangers nous indiquent que l'embellie véritable sur le front du chômage vient toujours de politiques favorables à la compétitivité des entreprises. C'est bien le résultat de la réforme du Code du Travail en 2012 en Espagne, rendant plus flexibles les relations professionnelles, qui a permis la baisse spectaculaire du nombre de chômeurs au mois de mai ! <sup>(1)</sup> De la même manière, faut-il s'interdire de réfléchir à la suspension temporaire des seuils sociaux qui restent un obstacle à la création d'emplois ? Sachant nos principales faiblesses – le manque de compétitivité de nos entreprises et le poids de notre dette publique – l'urgence est telle d'instaurer un compte pénibilité qui ravit parfois nos voisins et néanmoins concurrents ? La réforme en cours de l'inspection du travail favorise-t-elle l'esprit de dialogue et de confiance nécessaire au développement des entreprises ? Mesure-t-on toujours l'impact de la complexité législative et réglementaire sur la vie de ces dernières et ses conséquences sur la croissance et l'emploi ? Les réformes engagées vont dans le bon sens mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Ainsi, celle concernant les collectivités locales est-elle symptomatique de nos maux. Le pouvoir engage la réforme. Il a raison, mais afin de ne froisser personne, elle n'est assurée qu'au terme d'un processus de plusieurs années, puisque, dans l'immédiat, aucune structure existante n'est supprimée. Autant dire que tout est dit... et que rien n'est fait... Faut-il donc s'étonner si la Cour des comptes et la Commission se posent tant de questions ?

<sup>(1)</sup> 112.000 chômeurs en moins sur le seul mois de mai.

**Union des Industries  
et Métiers  
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram  
75 854 Paris cedex 17  
<http://www.uimm.fr>  
e-mail: [uimm@uimm.fr](mailto:uimm@uimm.fr)